

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable. La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité est venue modifier la finalité « une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables » par « transition vers une économie circulaire », ainsi que la finalité relative à la préservation de la biodiversité en y intégrant la notion de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent.

La présentation de ce rapport s'effectue donc suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le présent rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier pour l'année 2019. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2020.

L'ONU ayant annoncé dès 2018, que nous disposions de deux ans pour changer de modèle de développement face au **changement climatique**, la Ville de Montpellier accentue, en conséquence, ses politiques publiques qui accélèrent l'émergence de la ville adaptée. Elle introduit par ailleurs, cette année, dans son rapport de développement durable, les Objectifs de développement durables du Millénaire (ODD), qui deviennent un cadre pour ce nouveau modèle de développement local résilient.

Deux décisions de la Ville ont en particulier marqué, en 2019, son engagement **dans la lutte contre le changement climatique**. D'une part, **la déclaration d'urgence climatique**, votée par le Conseil Municipal, à l'unanimité le 18 juillet 2019, qui voit la création d'un **Fonds d'Urgence Climatique**, doté de plusieurs millions d'euros. Ce fonds permettra d'orienter les investissements vers la transition écologique, particulièrement dans les domaines de la rénovation thermique des bâtiments et des énergies renouvelables. D'autre part, la révision et l'actualisation du Guide AURA qui a abouti en 2019 au nouveau « **Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste** ». Ce Manifeste édicte, selon les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, que tout investissement urbain, projet d'aménagement, de renouvellement, d'architecture, se conçoit à partir des réalités climatiques, environnementales et démographiques tangibles ou à venir. Il se structure autour de quatre+une « Ambitions » partagées et garantes de l'aménagement d'une ville résiliente et durable. En septembre 2019, pour l'ouverture du 74ème débat général de l'Assemblée générale à l'ONU, puis au Ministère de la Transition écologique et solidaire, et à l'Unesco, en octobre, le Maire de Montpellier a présenté le « Manifeste de Montpellier », afin de qualifier le potentiel d'action des villes et des gouvernements, dans une stratégie commune de résilience.

Parallèlement, la Ville poursuit, depuis 2009, la démarche de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) exemplaires ainsi que celle d'« Ecoquartiers », devenues une référence en matière de quartiers durables. Cinq quartiers sont actuellement labellisés à différentes étapes. La ville se reconstruit également sur elle-même, le quartier du Nouveau Saint-Roch est une illustration de la façon dont la ville peut favoriser le retour de la nature en ville, et développer les échanges multimodaux. Sur cette ZAC de quinze hectares, le nouveau parc méditerranéen René Dumont, d'une superficie de 1,5 hectares, conçu comme une vallée clairière, a été créé par désimperméabilisation d'une surface artificialisée en hyper centre-ville. Il a bénéficié d'importantes plantations d'arbres en 2019 (246 unités). A termes, en 2022, 441 arbres composeront ce parc.

La politique de maîtrise de l'énergie, menée par la Ville depuis 1985, génère aujourd'hui simultanément des bénéfices écologiques et une économie financière de soixante et onze millions d'euros (cumulés). La Ville a, depuis 2010, engagé une démarche de production d'énergie solaire sur certains bâtiments : trois nouvelles centrales ont été inaugurées en 2019 : les halles Laissac ainsi que les Groupes scolaires BEPOS (bâtiments à énergie positive) Pape Carpentier et Benoite GROUL, portant à onze le nombre de centrales actuellement en fonctionnement sur des bâtiments municipaux.

Afin de réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport, la Ville travaille aux côtés de la Métropole, à associer systématiquement des projets d'intensification urbaine en phase avec les projets de transport. Les aires piétonnes ont été étendues, à l'échelle de la ville centre, ce qui la classe aujourd'hui au rang des espaces urbains nationalement les mieux dotés en zones piétonnes.

Concernant les déplacements internes à la collectivité, la Ville mène depuis une dizaine d'années un plan qui a conduit à réduire le nombre de véhicules et la consommation de carburant en volume de plus de 20% en 10 ans. Ce résultat a été obtenu par la création de pools de véhicules partagés, la formation des agents à l'éco

conduite et les reports modaux, notamment vers les vélos à assistance électriques (VAE).

En matière de préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, ainsi que de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent, le territoire montpelliérain a une grande responsabilité, de par son appartenance au bassin méditerranéen, l'un des 35 « hot spots » mondiaux de biodiversité. Faisant le constat de cette responsabilité, la Ville de Montpellier est membre du Conseil d'administration de l'Agence Régionale pour la Biodiversité (ARB).

Sur le plan de l'observation, Montpellier arrive en tête du classement des villes françaises de plus de 200 000 habitants les plus arborées, correspond à 25% de son territoire (selon un classement réalisé par la start-up Kermapp).

Afin de **préserver la biodiversité et d'économiser les ressources en eau**, la Ville de Montpellier est engagée dans la gestion écologique de ses espaces verts et naturels (dix espaces labellisés Eco jardins/deux nouveaux jardins partagés Bosphore et Escarceliers) et développe de nombreux projets pédagogiques et éducatifs avec les habitants. Dans le cadre de son action « Montpellier Cité Jardins », la Ville de Montpellier a mis en place au printemps 2019, le « **Permis de végétaliser** » permettant à chaque montpelliérain de participer à l'embellissement de sa rue et d'être ainsi acteur de l'amélioration de son cadre de vie.

La Direction du **Parc de Lunaret** élabore, depuis 2013, un projet de restructuration globale du site, ayant pour finalité que le parc zoologique devienne un sanctuaire de la biodiversité méditerranéenne. Un investissement total de 30 millions d'euros est programmé. En parallèle, les équipes du parc mettent en place, chaque année, des actions ponctuelles visant à l'amélioration continue des pratiques de restauration des milieux naturels et de préservation de la biodiversité locale. En 2019, les repousses naturelles des essences d'arbres ont été sauvegardées du débroussaillage, permettant un renouvellement des peuplements forestiers.

S'agissant des **économies d'eau** engendrées dans la gestion **interne** des bâtiments et espaces verts de 2007 à 2018, elles avoisinent les 2,7 M€. Les recherches et réparations anticipées des fuites représentent plus de la moitié de ces économies.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la volonté porte sur la mise en œuvre d'une politique municipale de solidarité et du vivre ensemble portée communément par la Ville, le CCAS et la Métropole.

Concernant l'amélioration du cadre de vie, au-delà de l'action portée dans le cadre de Grand Cœur, la Ville poursuit son action en faveur du cadre de vie dans tous les quartiers. En 2019, le projet « **Places à tous** » amorce une démarche concertée du réaménagement de l'épicentre de Montpellier.

La Ville soutient également de manière volontariste les associations **d'urgence sociale** : le SAMU social, et les associations de distributions **alimentaires** avec près de 265 000 € de subventions, dont 190 000 € dédiés à l'aide alimentaire.

La lutte contre la précarité énergétique, enjeu de territoire identifié dans le cadre du diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), élaboré par la Métropole, a conduit le Centre Communal d'Action sociale (CCAS), en lien avec la Ville et la Métropole, à créer un Service Local d'Insertion en faveur de la Maîtrise de l'Energie (SLIME). En 2019, le SLIME est étendu auprès des seniors.

De même, pour lutter contre la **fracture numérique** et créer du lien social, le projet d'un tiers-lieu Vill'âges connectés, accessible à tous les usagers du CCAS créé en 2018, s'est développé en 2019.

Un partenariat entre la Maison pour Tous Albertine Sarrazin et le CCAS a également permis de concevoir un **Festival Ecocitoyen Solidaire**.

Des colocations étudiantes en EHPAD, pour favoriser le soutien **intergénérationnel** font également partie des innovations sociales adaptées aux nouveaux besoins.

Enfin, en 2019, concernant la gestion des risques, et dans la perspective de développer une vision-partagée du risque avec la population et de mieux la protéger, la réalisation d'une carte interactive permettant de connaître les risques majeurs près de chez soi, a été mise en place. Une carte de déclinaison de l'outil concernant l'Obligation Légale de Débroussaillage en prévention du risque incendie de forêt a aussi été réalisée. Les deux cartes devraient apparaître d'ici la fin de l'année 2019 sur la page risquesmajeurs.montpellier.fr.

La transition vers une économie circulaire invite les collectivités à adopter des modes de production et de

consommation responsables, par les services qu'elles rendent aux entreprises et à la population, et dans leur fonctionnement interne.

A travers ses projets de **halles et marchés**, comprenant 22 marchés et 4 halles, la Ville apporte son soutien à la qualité et à la diversité de l'approvisionnement, par exemple, le marché des Arceaux comporte des producteurs locaux en agriculture biologique, des apiculteurs...

Qu'il s'agisse de son open data, de la **cité intelligente** ou encore des capteurs, la ville de Montpellier poursuit, aux côtés de la Métropole son expérimentation de l'ouverture et de la diffusion des données publiques au service de l'environnement. Elle s'inscrit désormais pleinement dans la politique de Cité Intelligente portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

En interne, la Ville poursuit et amplifie les achats et les pratiques durables : l'approvisionnement en circuits-courts est mis en œuvre par l'insertion de clauses dans les marchés « traiteurs » pour les réceptions ; la généralisation de l'usage des carafes et verres d'eau du robinet pour toutes les prestations le permettant dans les salles et domaines municipaux ; la poursuite de l'amélioration du tri-sélectif dans les bâtiments municipaux. Ainsi, ont été mis en place par les **Maisons pour tous** en 2019, le tri sélectif, la généralisation des Ecocups (9 000 Ecocups command es), et sur certains grands  v nements extérieurs, l'expérimentation des toilettes sèches.

Engagée pour la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets du 16 au 24 novembre et au titre de l'éco-exemplarité, la Ville et le CCAS invitent leurs agents à participer à cette mobilisation en ramenant des objets qui ne sont plus utilisés, pour être récupérés par Emmaüs.

La dématérialisation interne permet également d'économiser chaque année plus de 2,2 tonnes de papier, 50 000 euros d'économies de fournitures, de reproduction et d'affranchissement. Fin 2019 est opérée la dématérialisation des recueils des actes administratifs, la mise en place de la signature électronique et l'affichage numérique des actes administratifs.

Enfin dans le cadre des Rencontres Archives, la Ville et la Métropole ont pris pour thème en novembre 2019 « Regards croisés sur l'impact du numérique à la Ville et la Métropole », permettant entre autres de réfléchir à la transformation des pratiques de travail **en interne** depuis l'arrivée de l'outil numérique.

L'enjeu de l'épanouissement de tous les êtres humains

La réussite de cet objectif relève du partage d'une culture commune du développement durable.

Montpellier, riche d'une forte tradition médicale, est une ville active en faveur de la **santé**. Un des axes majeurs de la politique de la Ville est l'action qu'elle mène directement sur la santé du citoyen, à travers de nombreuses initiatives. En 2019, la Ville signe les Chartes « Vers Montpellier sans Sida », ainsi que « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens ».

La Ville mène de nombreuses actions de prévention-santé, comme la Prévention et lutte contre les facteurs de risques des cancers. Elle poursuit l'éducation à la santé dans les écoles au travers de plusieurs opérations, en particulier « j'agis pour ma Santé » sur le thème de la nutrition, qui a concerné 1 000 enfants dans 6 ** coles en 2019**. De même dans le cadre de la politique alimentaire, un programme complet de sensibilisation et un plan sur l'alimentation durable sont mis en place, avec notamment l'édition d'un livret pédagogique et d'un diplôme de l'éco écolier, (200 enfants diplômés en 2019). L'opération « Ma cantine autrement 2015-2020 » agit pour une restauration scolaire de qualité et écoresponsable. D'avantage de produits de proximité, plus de bio dans les assiettes et de nombreuses actions de sensibilisation et de formation des agents concernés. La mise en place de barquettes bio végétales compostables, ainsi qu'un nouveau marché alimentaire priorisant les circuits-courts et les producteurs locaux, en sont quelques exemples.

Le Conseil municipal a par ailleurs dans sa déclaration de l'urgence climatique, programmé la mise en place d'ateliers éco-citoyens dans les écoles, durant les temps périscolaires, qui permettent à chaque enfant de comprendre le phénomène du changement climatique et les gestes citoyens à adopter pour préserver le climat.

L'amélioration des conditions d'accueil des enfants dans les écoles pour faire face au changement climatique est également prise en compte par des actions de d simpermeabilisation favorisant la lutte contre les ilots de chaleur. Ainsi, les projets de jardins pédagogiques et le changement des revêtements ou la végétalisation des cours d' cole participent à rendre perméable les sols et à limiter la réverbération. 2019 voit naître un site pilote à l' cole Mermoz (2/3 d'enrobé et 1/3 de végétalisation). En 2020, deux cours d'écoles devraient être traitées dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence de l'eau.

La Ville de Montpellier poursuit également une démarche de progrès pour la qualité de vie dans les **crèches**, pour y assurer un accueil de qualité pour la petite enfance. En janvier 2019, deux crèches ont pu rouvrir suite à des travaux importants permettant notamment d'accroître la capacité d'accueil : Thérèse Sentis (quartier Près d'Arènes) et Pinocchio-Ile aux trésors (quartier Centre) : ces travaux ont été l'occasion de procéder à des rénovations importantes dans les structures et d'améliorer l'accessibilité, le confort thermique et l'ergonomie de ces établissements. Par ailleurs, la limitation de l'utilisation des produits d'entretien dans les crèches est en cours : deux structures d'accueil expérimentent depuis janvier 2019 l'entretien par la vapeur et vont donc réduire l'utilisation de produits chimiques. L'expérimentation pourrait être généralisée progressivement à toutes les structures en fonction de l'évaluation de cette expérimentation qui va avoir lieu à la fin de l'année.

Montpellier est aussi une **ville sportive**. Aujourd'hui les Montpelliérains peuvent faire du sport au sein des équipements municipaux, mais aussi au cœur de la cité, à l'occasion d'événements fédérateurs (Montpellier-Reine, Fête des Sports, Antigone des associations, etc.). La ville développe et améliore la pratique de plus de 50 disciplines accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations. De manière générale la Ville s'engage dans la multiplication des événements écoresponsables, par la mise en place d'événements pilotes comme « la Coupe du Monde de foot féminin » ou le « Fise », elle installe par exemple des fontaines à eau temporaires, afin d'éviter l'utilisation de bouteilles plastiques

Concernant **la culture**, l'Agora des savoirs, depuis trois ans, s'est engagée dans une approche transversale, et a intégré chaque année des questionnements de fonds sur les sujets du plan climat et de la biodiversité, pour éveiller les consciences à l'urgence d'agir chacun à son échelle.

Pour répondre aux 5 finalités du développement durable, le cadre de référence national définit 5 éléments déterminants de démarche :

- concernant la **méthode**, une forme de gouvernance partagée est requise quand il s'agit de sujets qui ne peuvent être cantonnés à des visions de spécialistes et d'experts uniquement, tant elles relèvent hautement de l'intérêt général et de l'interdisciplinarité. Dans le cadre de la déclaration d'urgence climatique votée en juillet 2019, la Ville crée une assemblée pour le climat comprenant un tiers d'experts, un tiers d'associations et un tiers de citoyens, afin de conseiller et d'orienter la décision politique, vers les mesures les plus efficaces et les plus justes en matière de transition écologique ;
- pour ce qui est de la **participation** des acteurs du territoire et de la population, la gouvernance des projets est de plus en plus participative à l'échelle de la ville, notamment au travers des Conseils Citoyens, des Conseils de quartier, des plans d'action de Quartier, du Conseil Municipal d'Enfants, du Conseil de vie sociale du CCAS, des nombreuses réunions publiques organisées pour tous types de projets... Notons, pour exemple, que le montant du budget participatif mis en œuvre par la Ville en 2018 et 2019 pour financer les projets des conseils de quartier, s'élève à 600 000 €. Parmi les projets inscrits: des city stades (Grisettes, Malbosc), des travaux d'aménagement, des jardins partagés, des micros fleurissement, des aires de jeux pour enfants, une opération de sensibilisation à la préservation de l'environnement ;
- l'organisation du **pilotage** et de **la transversalité** de la démarche de développement durable, sont ménagées par la Ville au travers d'une démarche en mode projet adoptée pour nombre d'actions mises en place, notamment autour du climat, avec création de comité de Pilotage pluridisciplinaire. En 2019, le Conseil Municipal des Enfants a ainsi pu être associé à l'élaboration d'un Plan Climat des enfants dans le cadre de la concertation du PCAET de la Métropole ;
- **la transversalité des approches** est traitée par la Ville sur de nombreux sujets comme la mobilité, l'énergie, les déchets, ainsi que l'éco responsabilité ;
- **l'évaluation partagée et la stratégie d'amélioration continue** sont dorénavant prises en compte au travers de la démarche **Citergie**. En effet, la Ville s'est engagée au côté de la Métropole, au printemps 2019 dans cette démarche de labellisation européenne. Lors de l'audit qui s'est tenu le 11 octobre dernier, la qualité du dossier commun Ville Métropole a été soulignée par l'auditrice et la Commission Nationale réunie le 20 novembre l'a validé et accordé à la Ville et à la Métropole le label « Cit'ergie » avec un score de 58%.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2019, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 100 Rapport Developpement Durable.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-111423-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.